

**Assemblée générale
Conseil de sécurité**

Distr. générale
19 décembre 2012
Français
Original : anglais

Assemblée générale
Soixante-septième session
Point 36 de l'ordre du jour
La situation au Moyen-Orient

Conseil de sécurité
Soixante-septième année

**Lettres identiques datées du 18 décembre 2012, adressées
au Secrétaire général et au Président du Conseil de sécurité
par l'Observateur permanent de l'État de Palestine
auprès de l'Organisation des Nations Unies**

Affichant un mépris flagrant du droit international et de la position sans équivoque de la communauté internationale, Israël, Puissance occupante, poursuit ses implantations sauvages dans le territoire occupé de l'État de Palestine, y compris à Jérusalem-Est et alentour, compromettant gravement, l'intégrité et l'unité du territoire palestinien, la contiguïté de ses différentes parties et la viabilité de la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967.

Nous condamnons les déclarations de la Puissance occupante, selon lesquelles elle poursuit son programme de construction de centaines de nouveaux logements, qui seraient occupés par des milliers de colons israéliens. Hier, le 17 décembre, Israël a officiellement approuvé la construction de 1 500 logements dans l'implantation sauvage de « Ramat Shlomo », de 800 logements dans celle de « Gilo » et de 187 logements dans celle de « Givat Ze'ev ». Les récentes déclarations provocatrices du Gouvernement israélien portent au total sur la construction de plus de 6 000 nouveaux logements dans tout le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est.

Nous avons appelé l'attention sur cette question grave dans nos dernières lettres, datées des 3, 5 et 13 décembre 2012, dans lesquelles nous avons exposé en détail les intentions déclarées du Gouvernement israélien de construire 3 000 logements à l'est de Jérusalem-Est occupée, dans une zone communément appelée « E1 », ainsi que dans d'autres colonies, partout en Palestine. Comme cela a été indiqué précédemment, si la Puissance occupante poursuivait son programme provocateur, destructeur et illégal, la ville serait effectivement séparée et isolée de celles de Ramallah et de Bethléem et cela entraverait la réalisation de la solution des deux États.



Israël ne cache pas que ses récentes déclarations provocatrices et la poursuite de ce programme illégal viennent « en représailles » au soutien que la communauté internationale apporte au droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à la solution des deux États, réaffirmé par l'appui écrasant des États Membres à la résolution 67/19 de l'Assemblée générale, qui a décidé d'accorder à la Palestine le statut d'État non membre observateur. La communauté internationale ne doit pas tolérer qu'Israël méprise ainsi l'état de droit et l'Organisation des Nations Unies.

Nous réaffirmons que la construction de logements et toutes les autres activités de colonisation menées par Israël dans le Territoire palestinien occupé depuis 1967, y compris Jérusalem-Est, enfreignent gravement le paragraphe 6 de l'article 49 de la quatrième Convention de Genève, et constituent de ce fait des crimes de guerre, comme cela ressort également des dispositions du paragraphe 4 de l'article 85 du premier Protocole additionnel aux Conventions de Genève et de celles de l'alinéa b) viii) du paragraphe 2 de l'article 8 du Statut de Rome de la Cour pénale internationale.

Les dirigeants palestiniens demandent à nouveau à la communauté internationale de faire respecter le droit et de s'acquitter de sa responsabilité d'agir pour mettre un terme à la campagne intensive d'implantation sauvage, qu'Israël continue de mener ostensiblement et impunément. Il faut envoyer un message ferme et prendre des mesures drastiques forçant Israël à renoncer immédiatement à tous ses projets de construction de nouveaux logements, y compris le projet dit « E1 ».

Les dirigeants palestiniens restent attachés à la paix et réaffirment leur volonté de reprendre les négociations en vue de conclure un accord de paix; toutefois, ils déclarent également être prêts à user de tous les moyens dont ils disposent pour sauver la solution des deux États fondée sur les frontières d'avant 1967. La réalisation de cette solution est devenue particulièrement urgente, Israël, Puissance occupante, continuant de la saper et de nous éloigner de toute possibilité de conclure un accord de paix.

Le Conseil de sécurité ne peut pas rester les bras croisés. S'il a très clairement et fermement dénoncé, dans le passé, les implantations sauvages de colonies israéliennes par de nombreuses résolutions, qui sont pleinement en vigueur, il est grand temps qu'il s'oppose à la campagne d'implantations sauvages qu'Israël mène actuellement. Nous continuons donc de demander au Conseil de sécurité d'assumer les responsabilités que lui confère la Charte des Nations Unies et d'intervenir immédiatement pour mettre un terme à cette violation du droit international, qui menace indéniablement la paix et la sécurité régionales et internationales. Il faut notifier clairement et sans délai à Israël, Puissance occupante, qu'il doit mettre un terme à toutes ses mesures illégales, y compris la construction et l'expansion de colonies, faute de quoi il sera tenu pour responsable des conséquences qui en découleraient, y compris l'impossibilité de relancer les efforts de paix en faveur d'un règlement juste, durable et global.

La présente lettre fait suite aux 447 lettres que nous vous avons déjà adressées au sujet de la crise qui perdure dans le Territoire palestinien occupé, y compris Jérusalem-Est, depuis le 28 septembre 2000. Ces lettres, datées du 29 septembre 2000 (A/55/432-S/2000/921) au 13 décembre 2012 (A/ES-10/575-S/2012/925), rendent compte des crimes commis par Israël, Puissance occupante, contre le peuple palestinien depuis septembre 2000. La Puissance occupante doit répondre de tous ses crimes de guerre, de son terrorisme d'État et des violations systématiques des

droits de l'homme du peuple palestinien, et les auteurs de ces actes doivent être traduits en justice.

Je vous serais reconnaissant de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente lettre comme document de l'Assemblée générale, au titre du point 36 de l'ordre du jour, et du Conseil de sécurité.

L'Ambassadeur,
Observateur permanent de l'État de Palestine
auprès de l'Organisation des Nations Unies
(*Signé*) Riyadh **Mansour**
